

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 219-2009, 12 mars 2009

Loi sur les transports
(L.R.Q., c. T-12)

Courtage en services de camionnage en vrac — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le courtage en services de camionnage en vrac

ATTENDU QUE le paragraphe *f* de l'article 5 de la Loi sur les transports (L.R.Q., c. T-12) permet au gouvernement de déterminer, par règlement, la durée minimale ou maximale d'un permis, de prescrire qu'un permis n'est pas renouvelable, d'exclure un permis de la procédure de renouvellement prévue à l'article 37.1 de cette loi, d'édicter les conditions applicables au renouvellement ou à la remise en vigueur d'un permis et de prévoir les cas où un permis peut être renouvelé par l'administrateur de la Commission des transports du Québec;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur le courtage en services de camionnage en vrac a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 21 janvier 2009, avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Transports :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur le courtage en services de camionnage en vrac, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

Règlement modifiant le Règlement sur le courtage en services de camionnage en vrac*

Loi sur les transports
(L.R.Q., c. T-12, a. 5, par. *f*)

1. Le Règlement sur le courtage en services de camionnage en vrac est modifié par le remplacement de l'article 37.1 par le suivant :

« **37.1.** Tout permis de courtage qui expire le 31 mars 2009 est renouvelé automatiquement pour une période de un an se terminant le 31 mars 2010. ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

51300

A.M., 2009

Arrêté numéro 2009-02 de la ministre des Transports en date du 12 mars 2009

Code de la sécurité routière
(L.R.Q., c. C-24.2)

CONCERNANT la délimitation des zones de dégel et la détermination des périodes de dégel annuel pour l'année 2009

LA MINISTRE DES TRANSPORTS,

VU l'article 419 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2), suivant lequel le ministre des Transports peut, par arrêté publié à la *Gazette officielle du Québec*, déterminer les endroits où la circulation des véhicules routiers ou de certains d'entre eux qu'il désigne est restreinte ou interdite en raison du dégel, de la pluie, de l'érosion ou d'une inondation, ainsi que les périodes pendant lesquelles s'appliquent ces mesures;

* Les dernières modifications au Règlement sur le courtage en services de camionnage en vrac, édicté par le décret n° 1483-99 du 17 décembre 1999 (1999, *G.O.* 2, 6761), ont été apportées par le règlement édicté par le décret n° 162-2008 du 27 février 2008 (2008, *G.O.* 2, 1035). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2008, à jour au 1^{er} septembre 2008.

VU le Règlement sur les normes de charges et de dimensions applicables aux véhicules routiers et aux ensembles de véhicules routiers, adopté en vertu des paragraphes 17° et 18° de l'article 621 du Code de la sécurité routière, suivant lequel sont déterminées, pour différentes catégories de véhicules routiers et d'ensembles de véhicules routiers, les normes de charges maxima applicables en période de dégel;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de publier, à nouveau, les zones de dégel déterminées antérieurement par le ministre sans les modifier et de déterminer, pour chacune de ces zones, la date et l'heure du début et de la fin des périodes de dégel pour l'année 2009;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

1. Délimitation des zones de dégel

Sont décrites en annexe, les trois zones de dégel où la circulation des véhicules routiers et des ensembles de véhicules routiers est restreinte en raison du dégel annuel.

2. Détermination des périodes de dégel pour l'année 2009

Sont déterminées, pour chacune des zones suivantes, la date et l'heure du début et de la fin des périodes de dégel pour l'année 2009 :

— pour la zone 1, du 16 mars, 00 h 01, au 16 mai, 00 h 01;

— pour la zone 2, du 23 mars, 00 h 01, au 23 mai, 00 h 01;

— pour la zone 3, du 30 mars, 00 h 01, au 30 mai, 00 h 01.

3. Prise d'effet du présent arrêté

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*. Il n'empêche pas la prise d'autres arrêtés aux fins de déterminer les périodes d'un dégel hâtif ou tardif pouvant survenir au cours de ces périodes.

La ministre des Transports,
JULIE BOULET

ANNEXE

Province de Québec
Ministère des Transports
Service des technologies d'exploitation

Description technique des zones de dégel

Avant-propos

Pour l'application de l'article 419 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2), la province de Québec est séparée en trois zones par les deux limites ci-dessous décrites :

Zone 1

Cette zone comprend le territoire du Québec situé au sud de la ligne suivante, ci-après désignée comme la « ligne de démarcation des zones 1 et 2 » :

à partir du point d'intersection de la ligne médiane de la rivière des Outaouais (limite du Québec et de l'Ontario) avec le prolongement de la ligne médiane de la rivière Schyan dans la Municipalité de Sheenboro;

de là, vers l'est, une ligne droite jusqu'à l'intersection de la rivière Picanoc et de la route 105 dans la Ville de Gracefield;

de là, vers l'est, une ligne droite jusqu'à l'intersection de l'autoroute 15 et de la route 329 dans la Ville de Sainte-Agathe-des-Monts;

de là, vers le nord-est, une ligne droite vers l'intersection des routes 155 et 159 dans la Municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-Mékinac jusqu'à son intersection avec la limite nord-est de la Municipalité de Mandeville;

de là, vers le sud-est, le long de la limite nord-est de la Municipalité de Mandeville jusqu'à son intersection avec la limite nord-ouest de la Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts;

de là, vers le nord-est, une ligne droite jusqu'à l'intersection de la limite sud-ouest de la municipalité de Rivière-à-Pierre et de la limite nord-ouest de la municipalité de Notre-Dame-de-Montauban;

de là, vers le nord-est, le prolongement de cette dernière ligne jusqu'à son intersection avec la limite sud-ouest de la réserve faunique de Portneuf;

de là, dans une direction générale est, en suivant, dans le sens contraire des aiguilles d'une montre, le périmètre de la réserve faunique de Portneuf jusqu'à son intersection avec la limite nord-ouest de la Ville de Saint-Raymond;

de là, vers le nord-est, puis vers le sud-est et le nord-est, en suivant les limites nord-ouest et nord-est de la Ville de Saint-Raymond, puis la limite nord-ouest de la Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier jusqu'à son intersection avec la limite sud-ouest de la réserve faunique des Laurentides;

de là, vers le sud-est, puis dans une direction générale nord-est, en suivant, dans le sens contraire des aiguilles d'une montre, le périmètre de la réserve faunique des Laurentides jusqu'à son intersection avec la limite ouest du parc de conservation de la Jacques-Cartier;

de là, dans des directions générales sud-est, nord-est et sud-est, en suivant, dans le sens contraire des aiguilles d'une montre, le périmètre du parc de conservation de la Jacques-Cartier jusqu'à son intersection avec la limite sud-ouest de la réserve faunique des Laurentides;

de là, vers le sud-est, le long de la limite sud-ouest de la réserve faunique des Laurentides jusqu'à son intersection avec la limite sud-est de l'emprise de la route 175;

de là, vers le sud-est, en ligne droite jusqu'à l'intersection de la route 138 avec la limite nord-est de la Ville de Beauré;

de là, vers le sud-est, le prolongement de cette dernière ligne jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du bras du Fleuve Saint-Laurent situé au nord de l'Île d'Orléans;

de là, dans une direction générale nord-est, en suivant successivement la ligne médiane dudit bras nord du Fleuve Saint-Laurent, la ligne médiane du fleuve jusqu'à la limite nord-est de la Municipalité de la paroisse de Saint-Germain, puis une ligne droite jusqu'à la pointe sud-ouest de l'Île aux Lièvres;

de là, vers le nord-est en ligne droite jusqu'à l'intersection de l'autoroute 20 avec la limite nord-est de la Ville de Rivière-du-Loup;

de là, dans une direction générale sud, en suivant, dans le sens des aiguilles d'une montre, le périmètre de la Ville de Rivière-du-Loup jusqu'à son intersection avec la limite nord-est de l'emprise de la route 185;

de là, dans une direction générale sud-est, en suivant la limite généralement nord-est de l'emprise de la route 185 jusqu'à son intersection avec la frontière du Nouveau-Brunswick.

Zone 2

Cette zone comprend les Îles-de-la-Madeleine et le territoire du Québec compris entre la « ligne de démarcation des zones 1 et 2 » décrite ci-avant et la ligne suivante, ci-après désignée comme la « ligne de démarcation des zones 2 et 3 » :

à partir du point d'intersection du parallèle de latitude 48° 00' nord et de la frontière de l'Ontario;

de là, vers le sud-est, en ligne droite jusqu'à l'intersection de la route 101 et de la limite sud de la Ville de Rouyn-Noranda;

de là, vers l'est, en ligne droite jusqu'au barrage hydroélectrique de Rapide-Sept;

de là, vers l'est, en ligne droite jusqu'à l'intersection de la route 117 avec la limite nord de la réserve faunique La Vérendrye;

de là, vers l'est, en ligne droite jusqu'à l'intersection de la route 167 avec la limite sud de la réserve faunique Ashuapmushuan;

de là, dans une direction générale nord-ouest, en suivant, dans le sens contraire des aiguilles d'une montre, le périmètre de la réserve faunique Ashuapmushuan jusqu'à son intersection avec la limite nord-ouest de la Municipalité de Saint-Thomas-Didyme;

de là, vers le nord-est, en suivant les limites nord-ouest, sud-ouest, nord et nord-est de la Municipalité de Saint-Thomas-Didyme, puis successivement les limites généralement nord-ouest de la Municipalité de Saint-Edmond-les-Plaines, de la Municipalité de Girardville et de la Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette jusqu'à son intersection avec la limite nord-est de la Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette;

de là, vers l'est, en ligne droite jusqu'au barrage hydroélectrique Manic Trois;

de là, vers le nord-est, en ligne droite jusqu'à un point situé sur le parallèle de latitude 51°00' nord, à 60 mètres à l'est de la rive du lac Caron (intersection des limites nord et ouest de la réserve faunique de Port-Cartier-Sept-Îles);

de là, vers l'est, le long du parallèle de latitude 51°00' nord, jusqu'à un point situé à 60 mètres à l'est de la rivière Sainte-Marguerite (intersection des limites nord et est de ladite réserve);

de là, vers l'est, en ligne droite jusqu'à l'intersection du parallèle de latitude 52°00' nord avec la limite est de la province de Québec, au nord de la Municipalité de Blanc Sablon.

Zone 3

Cette zone comprend le territoire du Québec situé au nord de la « ligne de démarcation des zones 2 et 3 » précédemment décrite.

Le tout tel que montré sur un plan préparé par Jean Fortier, arpenteur-géomètre, le 15 février 2006, et conservé aux archives du ministère des Transports sous le numéro P1386.

Préparé à Québec, le 15 février 2006, sous le numéro 1386 de mes minutes.

Par : JEAN FORTIER,
arpenteur-géomètre

51301